



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 07/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CTE - RECUMAT SA
rue de la fête Dieu
42450 Sury-le-Comtal

Références : UID4243-DSSP-024-0261
Code AIOT : 0006105187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement RECUMAT SA implanté 563 rue de la Fête Dieu 42450 Sury-le-Comtal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECUMAT SA
- 563 rue de la Fête Dieu 42450 Sury-le-Comtal
- Code AIOT : 0006105187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RÉCUMAT était une filiale de la société CTE (Compagnie Thermique Européenne). Ces deux sociétés appartiennent au groupe LTT (LIZMONTAGENS Thermal Technologie), basé au Portugal. La société CTE a depuis le premier janvier 2023 absorbé l'entreprise RECUMAT qui a depuis cessé son activité ICPE. Sont toujours réalisés des chantiers de démolitions de fours de verrerie en France et à l'international. Cette société est présente dans le périmètre de l'établissement de Sury-le-Comtal. RECUMAT, bénéficiait d'une autorisation d'exploiter pour l'activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux. La responsabilité de la cessation d'activité du site ICPE a été transférée à CTE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Procédure de cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-1	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société RECUMAT a été absorbée par CTE et c'est cette dernière qui porte la responsabilité de la cessation d'activité. La procédure de cessation d'activité indiquée par le code de l'environnement n'a pas été suivie. La déclaration intervient lors de la visite, bien en aval de la cessation d'activité réelle. L'exploitant a déjà fait réaliser un diagnostic des sols par un bureau d'étude agréé qu'il a transmis à l'inspection en aval de la visite. L'exploitant devra remettre à l'inspection les ATTES SECUR et MEMOIRE prévues suite à la loi ASAP de 2022 dans les plus brefs délais.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Procédure de cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci , ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39. <u>Nota :</u> <i>Conformément à l'article 30 du décret n° 2021-1096 du 19 août 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2022.</i> <i>Les cessations d'activité déclarées avant le 1er juin 2022 continuent d'être régies par les dispositions antérieures.</i> Constats : Le jour de la visite, effectuée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, l'exploitant indique à l'inspection la cessation d'activité ICPE de l'entreprise. Il explique qu'une transmission universelle de patrimoine de RECUMAT à sa société-mère CTE a eu lieu le 01/01/23. RECUMAT faisait de la collecte, regroupement et élimination des déchets issus des travaux de déconstruction de fours de verreries réalisés par CTE. L'entreprise était classée pour cela sous la rubrique 2718 (A). CTE conserve son activité de chantier mais n'effectuera plus de regroupement des déchets sur son site. L'exploitant a déjà procédé à la mise en sécurité et l'évacuation des déchets. Il a engagé un bureau d'étude afin de réaliser un diagnostic de la pollution des sols. L'inspection indique à l'exploitant la nécessité d'envoyer le porter-à-connaissance à la préfecture dans les plus brefs délais. Il s'engage en ce sens et transmet également, en aval de la visite, une version numérique à l'inspection. Aucune ATTES SECUR ni MEMOIRE n'est délivrée à ce stade. L'inspection constate qu'il aurait convenu de procéder également à une déclaration de changement d'exploitant. La cessation d'activité est portée par CTE et déjà réalisée en pratique depuis 1 an. Il conviendra de réaliser la procédure de cessation d'activité conformément à la loi ASAP prévoyant que l'exploitant fasse attester la mise en œuvre des mesures relatives à la mise

en sécurité du site par une entreprise certifiée (cf article sus-nommé).

Par ailleurs, l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement précise également **"Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site** afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement."

Le bureau d'étude, présent, donne des informations permettant de situer le contexte et les enjeux environnementaux liés au site ICPE dont les suivantes ;

- le site est situé sur un **terrain argileux, très peu perméable,**
- **RECUMAT n'a pas exploité d'activité avec des rejets d'eau de process,**
- **à proximité de la cuve de gasoil non routier,** au niveau des points ST10, 11 et 12, il ne distingue pas de pollution significative en hydrocarbures et ce jusqu'à 3m de profondeur,
- **fluorures ; leur présence sur la fraction solubilisée est liée au contexte local argileux, les argiles contenant généralement de 0,03% à 0,09% de fluor, ainsi qu'à l'activité historiquement exercée (cuisson des argiles)**
- **sulfates ; les résultats obtenus pour 4 des 6 échantillons analysés sont compris entre 190 et 6400mg/kgMS, supérieur à la limite fixée pour cet anion par l'arrêté du 12/12/14 à 1000mg/kgMS.**
- **des mesures sur les éléments métalliques** ont été effectuées au niveau d'une ancienne cuve de gaz, présente sur le site avant l'exploitation RECUMAT (vue aérienne historique) : **les résultats sont du même ordre de grandeur qu'à l'initial, lors d'un état des lieux en 1997,**
- **l'usage futur du site sera industriel** conformément au PLUi et à l'activité de chantier de CTE.

Le bureau d'étude distingue **deux points de pollution en hydrocarbures significatifs.** Il indique qu'un seul point relève de la responsabilité de RECUMAT, celui à proximité du dispositif de séparateur d'hydrocarbures. Pour l'autre, il renvoie la responsabilité à l'exploitant précédent :

- **au niveau d'une ancienne cuve de fioul,** pour les sondages ST2 et ST3 (ancien exploitant), on remarque sur l'historique (vue aérienne) la présence d'une cuve à cet emplacement (500-1200mg/kg),
- **au niveau du séparateur d'hydrocarbures** qui correspond au sondage ST9 (500-800mg/kg)

L'inspection constate que les sondages ont été effectués devant les box de stockages de déchets et non précisément à l'endroit du stockage. Le bureau d'étude explique qu'au moment des sondages les déchets étaient encore en place dans les boxes. Ceci ne représente pas une excuse acceptable pour justifier d'éloigner un sondage d'une zone de prélèvement pertinente. Le diagnostic des sols a été mené avant l'évacuation des déchets et donc la mise en sécurité de l'arrêt de l'ICPE.

Pour finir, l'inspection conclut que l'ordre de la procédure d'une cessation d'activité classique n'a pas été respectée. L'envoi d'un calendrier de réalisation de la mise en sécurité et du diagnostic des sols en amont permet habituellement à l'inspection de se présenter sur site afin d'établir des constats nécessaires à l'instruction de cessations d'activité.

Aussi, cela ne devra pas représenter une quelconque pénalité à l'instruction du dossier de cessation d'activité et l'inspection se réserve le droit de demander les informations et compléments nécessaires bien que la mise en sécurité et les sondages ont déjà été menés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Fournir à l'inspection les ATTES SECUR et MEMOIRE en lien avec la cessation d'activité ICPE du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours